91-06396/

rapport sur

L'ÉTAT DES FORÊTS PUBLIQUES QUÉBÉCOISES

© Gouvernement du Québec
Dépôt légal – 1er trimestre 1991
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-21504-4

Monsieur Jean-Pierre Saintonge
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

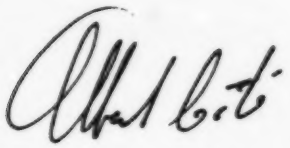
Monsieur le Président,

Conformément à l'article 212 de la *Loi sur les forêts* (L.R.Q., chap. F-4.1), j'ai l'honneur de vous présenter le *Rapport sur l'état des forêts*.

Ce document brosse le portrait de la forêt publique québécoise à la fin de l'année 1990. C'est à partir de ce tableau que nous dresserons nos rapports quinquennaux subséquents. Nous pourrons ainsi évaluer les progrès réalisés depuis la mise en application des nouvelles règles de gestion forestière prévues dans la *Loi sur les forêts* qui est entrée en vigueur le 1er avril 1987.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre délégué aux Forêts,



Albert Côté

Québec, décembre 1990

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION **1**
Un nouveau régime forestier 1
Rétrospective de la période de transition 2

1. LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS **5**
1.1 Les superficies 5
1.2 L'affectation des terres du domaine public 5

2. LA FORÊT : UN MILIEU RICHE ET DIVERSIFIÉ **9**

3. ZONES DE VÉGÉTATION AU QUÉBEC **11**
3.1 La zone de la toundra 13
3.2 La zone de la taïga 13
3.3 La zone de la forêt 13
3.3.1 La sous-zone de la forêt boréale 13
3.3.2 La sous-zone de la forêt mélangée 13
3.3.3 La sous-zone de la forêt feuillue 13

4. SUPERFICIES DES TERRITOIRES FORESTIERS QUÉBÉCOIS **15**

5. L'ÉTAT DES STOCKS FORESTIERS **19**

6. L'AMÉNAGEMENT FORESTIER **21**

7. L'ÉTAT DES INFESTATIONS D'INSECTES NUISIBLES ET DES MALADIES DES ARBRES **27**
7.1 Les insectes nuisibles 28
7.2 Le dépérissement des forêts 28

8. CONCLUSION **29**

LISTE DES ANNEXES **31**

LISTE DES CARTES ET GRAPHIQUES

CARTES

1. Territoire soumis au processus d'affectation des terres du domaine public 7
2. Territoire inventorié à des fins de gestion forestière 12
3. Zones et sous-zones de végétation au Québec 14

GRAPHIQUES

1. Terres du domaine public déjà affectées 8
2. Importance relative des catégories de terres 8
3. Superficies des territoires forestiers québécois 16
4. Stades de végétation des forêts publiques québécoises 16
5. Superficie des territoires forestiers publics québécois accessibles et productifs, selon les régions 17
6. Stock forestier public québécois, selon les types d'essences 19
7. Volume marchand, selon les types d'essences et les régions 20
8. Superficies ayant fait l'objet de CAAFs, selon les régions administratives 22
9. Possibilité forestière, selon les types d'essences 23
10. Possibilité forestière, selon les types d'essences et les régions 23
11. Volumes de bois attribués, selon les types d'essences 24
12. Volumes de bois attribués, selon les types d'essences et les régions 24
13. Possibilité forestière/volume attribué 25
14. Travaux d'aménagement forestier réalisés annuellement 25
15. Impact des travaux d'aménagement forestier 26

INTRODUCTION

La forêt a toujours été un pôle essentiel de l'essor économique, social et culturel du Québec. Elle a notamment permis le développement d'une industrie qui s'est hissée au premier rang du secteur manufacturier québécois, tant pour la valeur de sa production que pour celle de ses exportations.

Un nouveau régime forestier

Au début des années 80, il est apparu essentiel de faire le point sur la situation du secteur forestier québécois. Le 19 décembre 1986, l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité la *Loi sur les forêts* (L.R.Q., chap. F-4.1) qui modifiait en profondeur la façon de gérer nos ressources forestières. Depuis, les acteurs du secteur forestier aménagent nos forêts plutôt que de les exploiter. On a, en effet, instauré les mesures requises pour que les forêts québécoises soient véritablement aménagées. On assure ainsi la pérennité des ressources et le respect de la polyvalence du milieu forestier.

Pour faciliter la réalisation de ce dernier objectif, le gouvernement a d'ailleurs dressé un plan d'affectation des terres du domaine public. Pour ce faire, on a identifié la vocation des diverses superficies forestières. Des normes d'intervention en milieu forestier sont venues préciser les pratiques sylvicoles autorisées dans chaque unité territoriale ainsi que les règles à suivre dans le cadre des activités d'aménagement forestier.

La *Loi sur les forêts* oblige d'abord tous les entrepreneurs qui effectuent des activités d'aménagement sur les terres du domaine public à détenir un permis. Au sens de la Loi, le mot « aménagement » comprend « l'abattage et la récolte de bois, l'implantation et l'entretien d'infrastructures, l'exécution de traitements sylvicoles, y compris le reboisement et l'usage du feu, la répression des épidémies d'insectes, des maladies des arbres et de la végétation concurrente de même que toute autre activité ayant un effet sur la productivité d'une aire forestière ». Tous les titulaires de permis doivent obligatoirement se conformer aux normes d'intervention forestière dans l'exercice de leurs activités. Ces normes visent à :

- maintenir ou reconstituer le couvert forestier ;
- protéger l'ensemble des ressources du milieu forestier ;
- assurer que les travaux d'aménagement forestier réalisés dans une aire donnée sont compatibles avec l'affectation de cette aire.

La Loi introduit également un nouveau mode de gestion et d'attribution des bois : le contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestiers, que l'on désigne sous le sigle « CAAF ». Ce contrat, qui lie un industriel exploitant une usine de transformation du bois et le ministère responsable de la gestion des forêts, comporte à la fois des droits et des obligations. Le détenteur d'un CAAF acquiert notamment le droit de récolter annuellement un volume de bois donné sur un territoire forestier déterminé. En retour, il s'engage à réaliser, à ses frais, les travaux sylvicoles requis pour assurer le rendement soutenu du territoire forestier où il approvisionne son usine. Le volume attribué ne peut en aucun cas dépasser la possibilité annuelle de coupe de l'aire visée, c'est- à-dire le volume maximum de bois qu'on peut y prélever à perpétuité sans en diminuer la capacité de production.

Les CAAFs obligent également leurs détenteurs à soumettre des plans d'aménagement dans lesquels ils prévoient les différents travaux d'aménagement forestier qu'ils entendent réaliser pour atteindre le rendement annuel déterminé. Le CAAF est un contrat de 25 ans, prolongé tous les cinq ans si le bénéficiaire respecte ses obligations.

Pour sa part, le gouvernement doit continuer de déterminer les objectifs de production forestière, fixer les normes et règles d'intervention dans les forêts du domaine public, autoriser les activités d'aménagement forestier, voir à ce qu'on en assure le suivi et effectuer les différents contrôles nécessaires. Le gouvernement est toujours responsable des inventaires forestiers et il partage avec l'industrie forestière le devoir de protéger les forêts. Par ailleurs, le ministre responsable de l'application de la *Loi sur les forêts* se charge d'aménager les territoires constitués en réserves forestières et de remettre en production les parterres de coupe qui étaient ou mal ou non régenérées avant la mise en application de la Loi (1er avril 1987). Enfin, il fournit gratuitement aux aménagistes forestiers les plants requis pour le reboisement.

Rétrospective de la période de transition

Du 1er avril 1987 au 1er avril 1990, on a connu une période de transition entre l'ancien et le nouveau régime forestier. On a alors accéléré la confection de l'inventaire forestier décennal afin de disposer de données forestières récentes qui s'avéraient essentielles pour la préparation des contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestiers. Au cours de cette période, on a donc dressé l'inventaire forestier de quelque 100 000 km^2 de terres du domaine public. Un manuel d'aménagement forestier a également été publié afin de fournir aux producteurs un cadre de référence commun pour la préparation et l'évaluation de leurs plans d'aménagement forestier. Ce manuel décrit notamment la façon de calculer la possibilité forestière à rendement soutenu.

De plus, on a formé le Groupe de travail chargé d'implanter le nouveau régime forestier (GIRF). Ce groupe a été mandaté pour préparer les documents d'analyse de la situation, rencontrer les industriels concernés et négocier les contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestiers avec les compagnies forestières. Le 1er avril 1990, toutes les personnes morales et physiques qui avaient le droit d'obtenir un CAAF avaient reçu une proposition de contrat du ministre responsable des Forêts et 296 contrats avaient été déposés, conformément à la Loi. Présentement, tous les CAAFs, de ceux qui avaient acquis des droits en vertu de la Loi, sont signés et entrés en vigueur.

Depuis 1987, le ministère responsable de la gestion des forêts a complété la gamme d'outils légaux et réglementaires dont il avait besoin pour mettre le nouveau régime forestier en oeuvre. Plusieurs règlements importants ont été adoptés, dont le *Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine public*, le *Règlement sur les taux unitaires applicables au calcul des droits relatifs au permis d'intervention pour l'approvisionnement d'une usine de transformation du bois*, le *Règlement sur les redevances forestières*, le *Règlement sur la valeur des traitements sylvicoles admissibles à titre de paiement des droits*. On a également apporté certaines modifications à la nouvelle *Loi sur les forêts*.

Les effets positifs du nouveau régime forestier se sont rapidement fait sentir. Notamment la superficie des coupes à blanc a diminué de 30 % alors que celle des terrains où l'on a effectué des travaux sylvicoles se chiffrait à quelque 187 000 hectares en 1989-1990. Cette tendance ne fera qu'accentuer dans les années à venir.

Tel que prévu, le ministre responsable de l'application de la *Loi sur les forêts* proposera une stratégie de protection des forêts tenant compte notamment de la *Loi sur l'utilisation des pesticides* et de la *Politique gouvernementale sur l'utilisation des pesticides en milieu forestier*. Cette stratégie fera l'objet de consultations menées par une commission du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Le ministre a également autorisé la création d'un organisme de protection des forêts contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres : la Société de protection des forêts contre les insectes et les maladies (SOPFIM). Cet organisme, qui regroupe les bénéficiaires de CAAF et les propriétaires de grandes forêts privées, est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'intervention contre les insectes nuisibles et les maladie des arbres.

Aujourd'hui, toutes les forêts du domaine public sont aménagées conformément à la *Loi sur les forêts*. Maintenant que tous les CAAFs sont en vigueur, 1990-1991 devient l'an I du régime forestier.

L'article 212 de la *Loi sur les forêts* stipule que : « à compter de 1990, et à tous les cinq ans par la suite, le ministre présente à l'Assemblée nationale un rapport sur l'état des forêts au Québec ». Conformément à la Loi, nous vous soumettons donc aujourd'hui, notre premier rapport.

1. LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS

1.1 Les superficies

Le Québec, qui couvre une superficie totale de quelque 1 667 900 km^2*, s'étend approximativement du 45° au 63° de latitude nord et du 57° au 79,30° de longitude ouest. Les eaux côtières et celles du golfe Saint-Laurent couvrent environ 171 500 km^2, ce qui laisse 1 496 400 km^2 pour la partie terrestre du territoire québécois (eaux intérieures incluses). Le domaine privé totalise quelque 116 910 km^2** et les terres sous juridiction fédérale 5 480 km^2. Les terres du domaine public placées sous juridiction provinciale couvrent donc au total quelque 1 374 010 km^2.

1.2 L'affectation des terres du domaine public

Comme les forêts sont de plus en plus utilisées à des fins autres que la production forestière, il a fallu identifier les différentes parties du territoire forestier public et préciser l'usage auquel elles sont destinées.

Deux mécanismes ont été retenus : la définition des différentes vocations du territoire et la reconnaissance des utilisations prioritaires des diverses zones. C'est le ministère responsable de la gestion des forêts, en collaboration avec les ministères concernés, qui a affecté les terres du domaine public au nom du gouvernement du Québec. Cette affectation a permis de classifier les terres en fonction de leur utilisation ainsi que de leur potentiel. Elle attribue à chaque unité territoriale une vocation socio-économique garantie en vertu de la *Loi sur les terres du domaine public*. Ces unités territoriales sont délimitées sur la carte d'affectation. Leurs vocations pourront être adaptées ou modifiées selon l'évolution des besoins socio-économiques. Un processus de modification est prévu dans la *Loi sur les terres du domaine public*.

Dans le cas des unités territoriales situées dans les limites d'une municipalité régionale de comté (MRC), un plan d'affectation a été soumis aux autorités concernées, conformément au mécanisme d'élaboration ou de révision des schémas d'aménagement prévu dans la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*. Ces schémas lient toutes les parties concernées, tant gouvernementales que municipales.

Le plan d'affectation distingue trois catégories de terres forestières. La première de ces catégories regroupe les parcs provinciaux et les réserves écologiques ainsi que

---

* Ne comprend pas la surperficie située entre le Tracé de 1927 et la limite de partage des eaux entre le Québec et le Labrador.

** Ce nombre comprend la superficie approximative des terres privées inuit (7 060km^2) situées dans la zone non inventoriée à des fins forestières.

les projets retenus pour l'aménagement de tels sites ; la production forestière y est exclue. Actuellement, toute production forestière est exclue sur un territoire de 12 690 km^2, soit 2,3 % du territoire affecté et 1,5 % des terres placées sous la juridiction du Québec*. Les superficies des parcs et des réserves écologiques déjà constitués ou encore à l'état de projet sont incluses dans ce total. Seuls les quinze parcs et réserves écologiques que l'on projette aménager au nord du 52^e parallèle sont exclus puisque cette partie du territoire québécois n'a pas encore été affectée. S'ils deviennent réalités, ces parcs et réserves couvriront une superficie totale de 29 420 km^2.

La seconde catégorie, ou zone de conservation, est réservée aux sites destinés à une ou plusieurs utilisations particulières (refuges et sites fauniques, sites récréatifs, sites d'utilité publique, sites agricoles, habitats d'espèces fauniques ou floristiques menacées ou vulnérables) ; la production forestière y est permise. Cependant, la récolte de matière ligneuse y est subordonnée aux exigences de conservation du milieu. La zone de conservation s'étend sur 82 710 km^2*, soit 15 % du territoire déjà affecté.

La troisième catégorie englobe les zones forestières et fauniques, les zones forestières et récréatives de même que les zones forestières de production. La production de matière ligneuse est donc prioritaire sur quelque 345 080 km^2*, soit 62,5 % du territoire affecté. Elle est néanmoins soumise à des exigences particulières dans les zones forestières et fauniques (3 430 km^2) et les zones forestières et récréatives (6 650 km^2). Les unités territoriales du nord du Québec sont considérées à part ; on leur réserve l'appellation « autres zones de production des ressources ».

Des modalités d'intervention précisent les pratiques d'aménagement forestier autorisées à l'intérieur de chaque catégorie, zone ou site ainsi que les mesures que tous les utilisateurs du milieu forestier doivent appliquer, dans le cadre de leurs activités, pour assurer le respect de la vocation dévolue à chaque unité territoriale, permettre la mise en valeur des forêts et protéger les différentes ressources qui s'y trouvent. Ces modalités sont consignées dans le *Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine public*.

Jusqu'à maintenant, on a affecté 40 % des terres du domaine public sous juridiction provinciale, ou 552 040 km^2**. L'élaboration de la carte d'affectation se poursuit, elle est présentement en cours pour le territoire de la municipalité de la Baie-James.

---

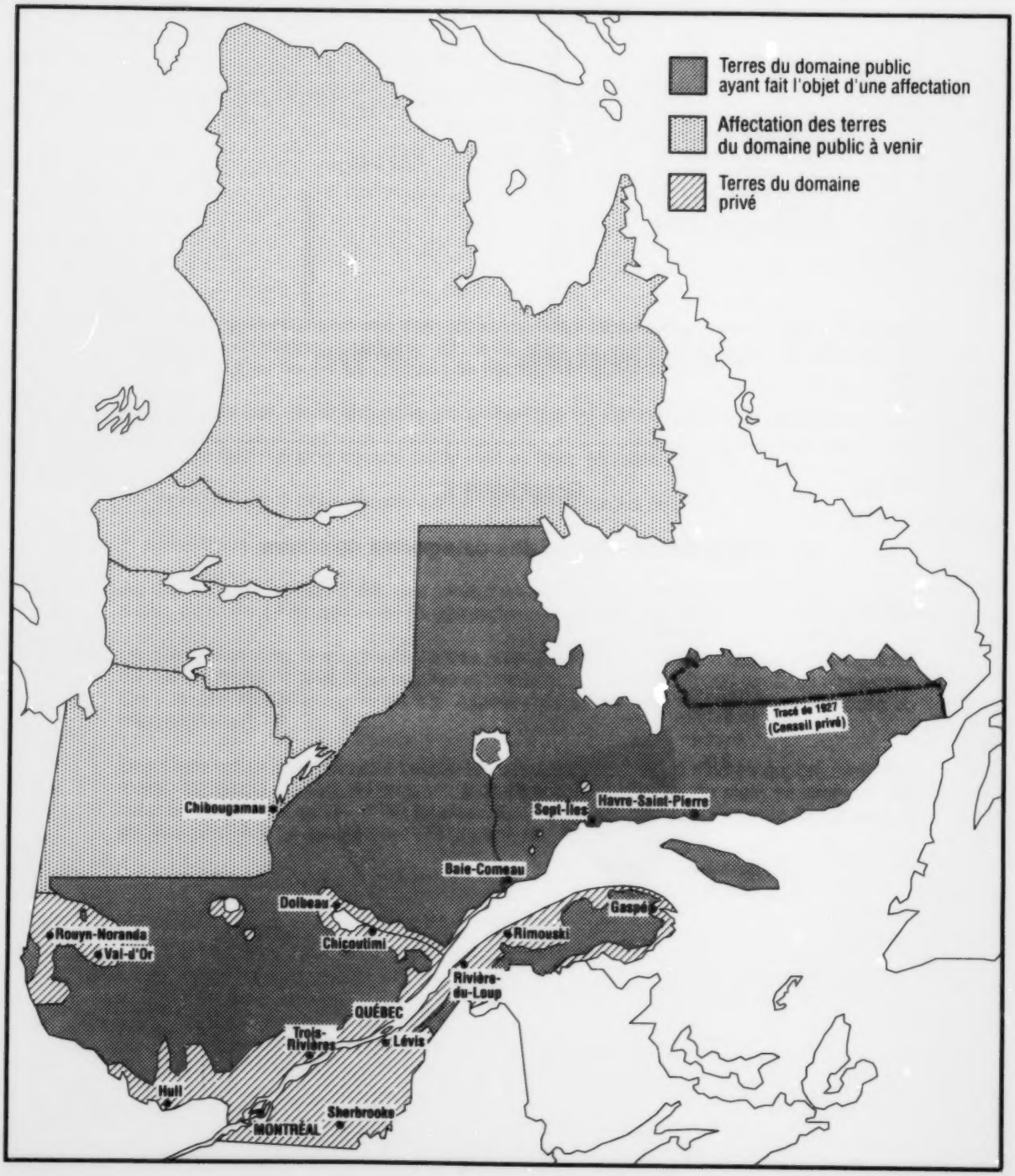
* Voir Annexe 1.

** Ne comprend pas les terres publiques affectées au nord du Tracé de 1927 dans la MRC de la Minganie.

7

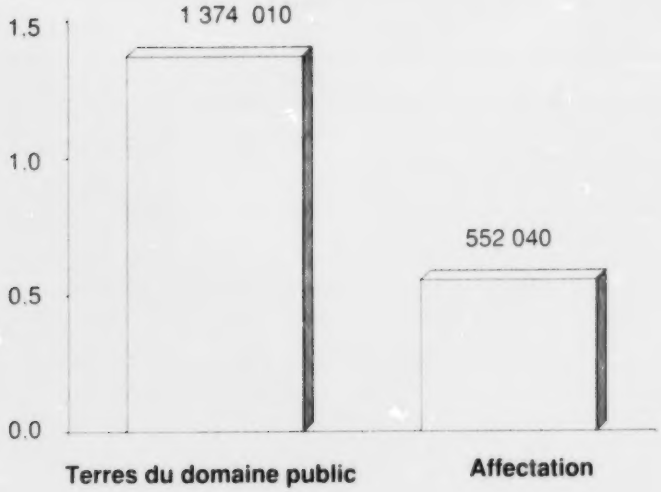
Carte 1

Territoire soumis au processus d'affectation des terres du domaine public



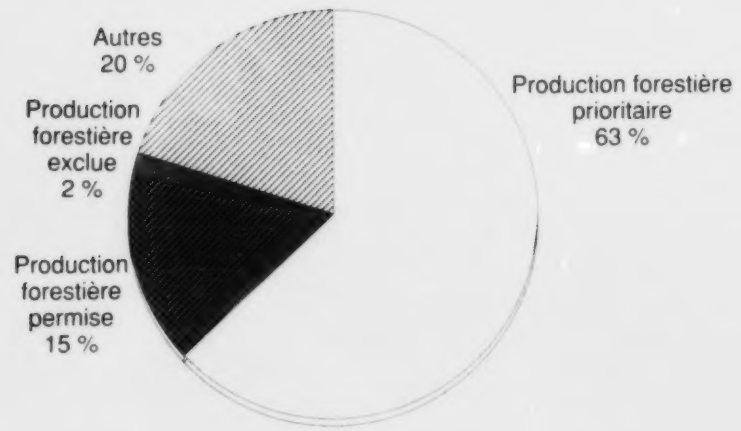
Graphique 1

Terres du domaine public déjà affectées (millions km²)



Graphique 2

Importance relative des catégories de terres



2.

LA FORÊT : UN MILIEU RICHE ET DIVERSIFIÉ

La forêt québécoise recèle des richesses aussi abondantes que variées. Elle nous procure de nombreux avantages. Du seul point de vue écologique, elle constitue un véritable bouclier contre les ennemis de notre environnement :

- elle purifie l'air, en absorbant le gaz carbonique qu'elle transforme en oxygène ;
- elle prévient l'érosion causée par le vent et l'eau, en retenant le sol ;
- elle régularise le débit des eaux de pluie et de fonte des neiges ;
- elle atténue les effets du vent, du bruit et de la chaleur.

Au cours d'une journée d'été, une forêt d'un hectare peut évaporer des milliers de litres d'eau, assimiler 24 kilogrammes de gaz carbonique et filtrer 454 kilogrammes de poussière.

La forêt québécoise abrite une faune très diversifiée. On y dénombre quelque 125 espèces de mammifères, 7 espèces de reptiles et batraciens et plus de 10 000 espèces d'insectes. On y trouve également plus de 436 espèces de plantes et près de mille d'espèces de champignons.

Une faune aquatique fort riche peuple les milliers de lacs et de rivières qui émaillent nos forêts. Un grand nombre de chasseurs, trappeurs et amateurs de plein air profitent des ressources récréatives du milieu forestier. Enfin, la forêt fournit à l'industrie forestière une matière première de qualité dont elle tire une multitude de produits.

3.

ZONES DE VÉGÉTATION AU QUÉBEC

À l'intérieur du territoire québécois, la distribution de la végétation est conditionnée principalement par des facteurs climatiques. Ces derniers deviennent généralement moins favorables au fur et à mesure que l'on se rapproche du nord. Dans la plaine du Saint-Laurent, ils changent graduellement du sud-ouest vers le nord-est. La végétation est également influencée par la nature du sol, le relief, les différentes perturbations naturelles et les actions de l'homme.

Le ministère responsable de la gestion des forêts a déjà inventorié presque tout le territoire québécois (1 228 645 km^2) à des fins de gestion forestière. Seule une portion du territoire nordique n'a pas encore fait l'objet de ce type de travaux.

Le Québec est partagé en trois zones de végétation qui se subdivisent à leur tour en sous-zones et en domaines climaciques*. Les domaines climaciques sont caractérisés par la présence d'un groupement forestier particulier occupant des sites où les conditions de sol, de drainage et d'exposition sont moyennes (sites mésiques). La nature de ces groupements stables reflète l'équilibre entre la végétation, d'une part, et les facteurs climatiques et édaphiques, d'autre part.

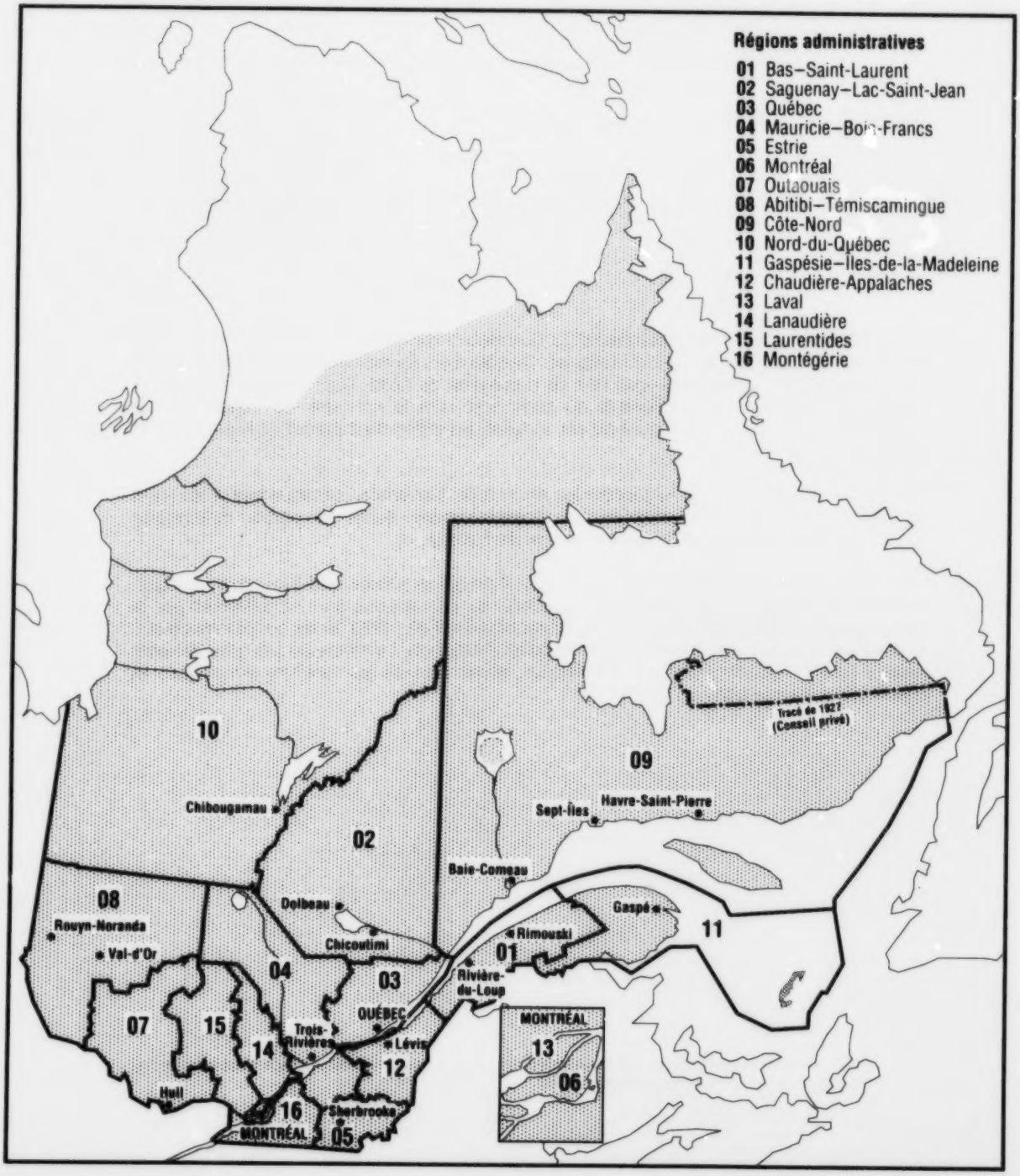
---

* On appelle ainsi le stade ultime d'une succession évolutive de communauté végétale dans un milieu où la végétation a atteint une très grande stabilité.

Carte 2

Régions administratives et territoire inventorié à des fins de gestion forestière

Territoire inventorié



3.1 La zone de la toundra (402 400 km²)

Dans la partie la plus nordique du Québec on distingue les sous-zones de la toundra forestière, de la toundra alpine et de la toundra arctique. Cette dernière, qui s'étend au nord du 58e parallèle, est dépourvue d'arbres. Seuls des arbustes bas, des graminées, des carex, des mousses et des lichens y croissent. Pour sa part, la toundra forestière occupe une bande du 55e au 58e parallèle. Quelques arbres rabougris parsèment les sites abrités que recèle cette zone. Enfin, la toundra alpine occupe les plus hauts sommets de la Gaspésie et des monts Groulx.

3.2 La zone de la taïga (336 100 km²)

Depuis le 52e jusqu'au 55e parallèle, le paysage est constitué d'une forêt ouverte jonchée d'un tapis de lichens et dominée par l'épinette noire. Le climat froid et les faibles précipitations qui caractérisent cette zone favorisent en effet la reproduction végétative de cette essence.

3.3 La zone de la forêt (757 900 km²)

La zone de la forêt s'étend sur plus de 757 900 km²*. On y distingue plusieurs sous-zones de végétation qui se subdivisent à leur tour en domaines climaciques.

3.3.1 La sous-zone de la forêt boréale (558 800 km²)

Domaines de la pessière (440 100 km²)

Le domaine de la pessière occupe les parties les plus au nord de la zone de la forêt, jusqu'au 52e parallèle environ, ainsi que les sommets élevés des Laurentides et des Appalaches, en Gaspésie. L'épinette noire s'y associe avec le sapin ou forme seule le couvert forestier, ce qui confère au paysage une certaine uniformité. Les feuillus y sont représentés par le bouleau blanc et le peuplier faux-tremble. Des plantes hypnacées et éricacées caractérisent le sous-bois ; les espèces herbacées sont peu abondantes.

Domaine de la sapinière à épinette blanche (12 700 km²)

Ce domaine est caractérisé par l'influence maritime. On le retrouve sur l'île d'Anticosti, les îles de la Madeleine et le pourtour de la baie James. Le sapin et l'épinette blanche y sont associés.

Domaine de la sapinière à bouleau blanc (106 000 km²)

Le domaine de la sapinière à bouleau occupe de vastes superficies entre la zone de la forêt mélangée et le domaine de la pessière. Le sapin et le bouleau blanc y forment, en proportions variables, la plupart des peuplements qui croissent sur les sites mésiques.

3.3.2 La sous-zone de la forêt mélangée (86 500 km²)

Domaines de la sapinière à bouleau jaune et de la bétulaie à bouleau jaune et sapin (86 500 km²)

Ces domaines s'étendent surtout de l'ouest vers le centre du Québec, entre les 47° et 48° de latitude. Ils couvrent notamment les collines des Appalaches, à l'est de Québec, et ils ceinturent la péninsule gaspésienne. Ils occupent également les contreforts des Laurentides, au nord du Saint-Laurent, et l'enclave des basses terres du lac Saint-Jean. Le sapin et le bouleau jaune s'y associent pour former le couvert forestier des sites mésiques. Le bouleau jaune est généralement plus abondant que le sapin dans l'ouest du Québec alors que dans les Appalaches et la région du lac Saint-Jean, c'est l'inverse. Les peuplements d'érables à sucre occupent les sommets de certaines collines peu élevées et bien exposées.

3.3.3 La sous-zone de la forêt feuillue (112 6000 km²)

Domaine de l'érablière à bouleau jaune (69 000 km²)

Le domaine de l'érablière à bouleau jaune couvre le bord sud du plateau laurentidien, les coteaux des Appalaches et quelques enclaves sur le pourtour de la péninsule gaspésienne. La flore moins diversifiée, sauf sur les sites les plus favorables, comporte de nombreuses espèces boréales qui ont une vaste distribution au Québec. Les peuplements d'érables à sucre et de bouleaux jaunes occupent les sites mésiques favorables pour céder la place aux groupements mélangés et résineux dans les sites moins propices.

* Comprend les forêts du domaine public, québécois et fédéral, ainsi que celles du domaine privé

Domaine de l'érablière à tilleul (33 200 km²)

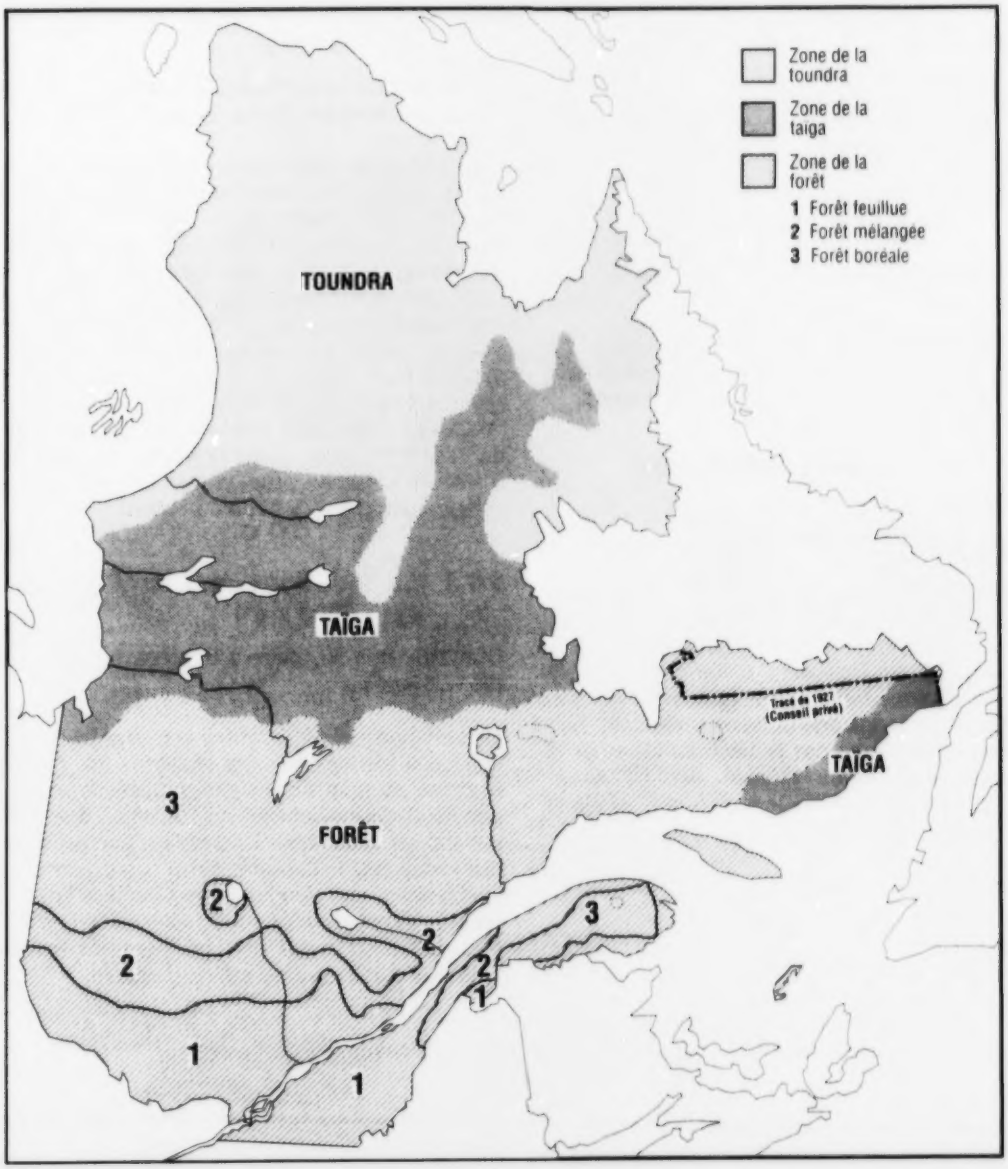
Le domaine de l'érablière à tilleul s'étend un peu plus au sud, à l'ouest de celui de l'érablière à bouleau jaune. Le tilleul d'Amérique, l'ostryer de Virginie et le frêne d'Amérique y accompagnent l'érable à sucre. La flore y est encore très diversifiée.

Domaine de l'érablière à caryer (9 500 km²)

Confiné au sud-ouest du Québec, le domaine de l'érablière à caryer renferme la flore la plus méridionale de la province. Elle comprend des espèces qui y croissent à la limite nord de leur aire de distribution, comme le caryer ovale, le chêne bicolore, l'érable noir, le micocoulier occidental ainsi que plusieurs arbustes et plantes herbacées.

Carte 3

Zones et sous-zones de végétation au Québec



4.

SUPERFICIES DES TERRITOIRES FORESTIERS QUÉBÉCOIS

Le territoire forestier québécois occupe au total 912 120 km^2, dont 836 030 km^2* sont sous la juridiction du gouvernement du Québec. Près de 80 % de ces forêts, soit 664 210 km^2, sont productives et accessibles. Pour leur part, le domaine privé et le territoire forestier sous juridiction fédérale occupent respectivement 71 490 km^2 et 4 600 km^2.

Dans le présent rapport, nous ne considérerons que l'état des forêts qui font partie du domaine public québécois.

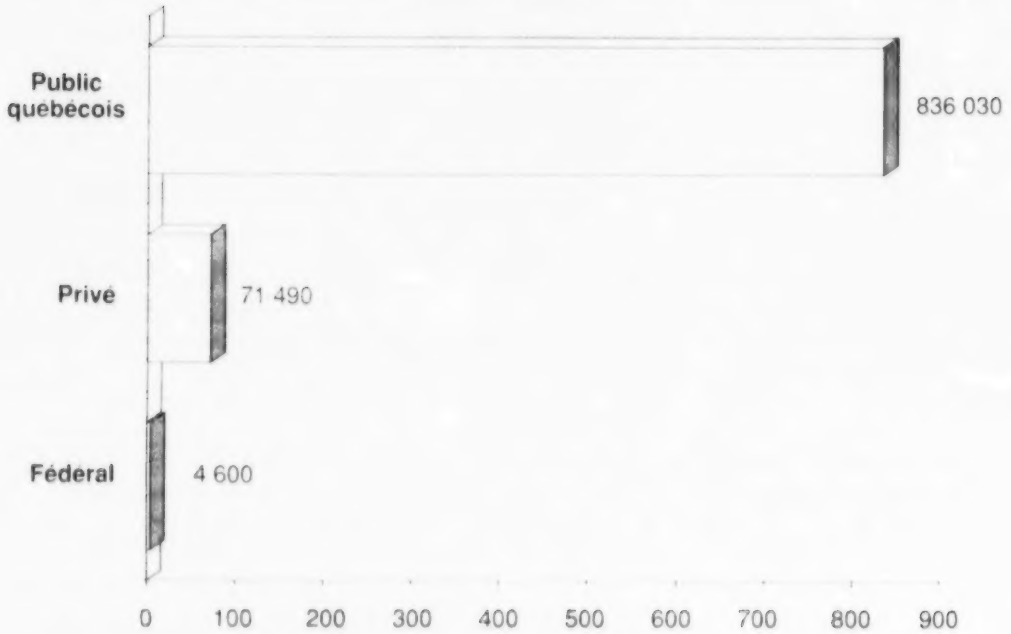
Nous avons déjà mentionné que les forêts publiques québécoises à la fois productives et accessibles occupent une superficie de 664 210 km^2. Lorsqu'on considère le stade atteint par la végétation, on constate qu'elle est parvenue à maturité sur 357 960 km^2, qu'elle est encore jeune sur 139 010 km^2, qu'elle est en voie de régénération sur 132 240 km^2 et déjà régénérée sur 35 000 km^2.

---

* Exclut les eaux intérieures, mais inclut les territoires forestiers de la zone de la taïga

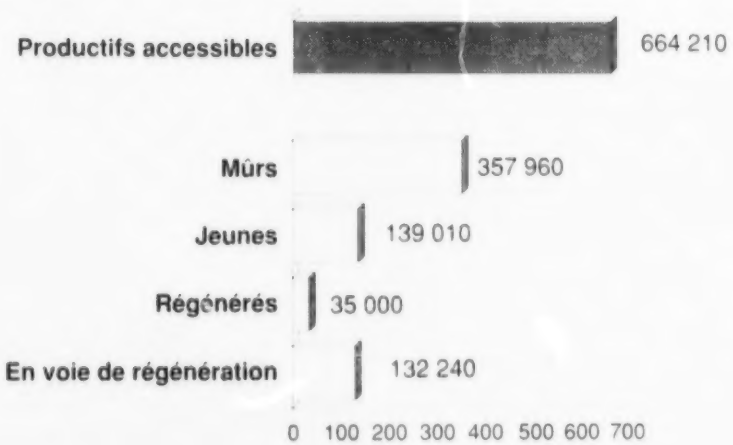
Graphique 3

Superficies des territoires forestiers québécois (milliers km²)



Graphique 4

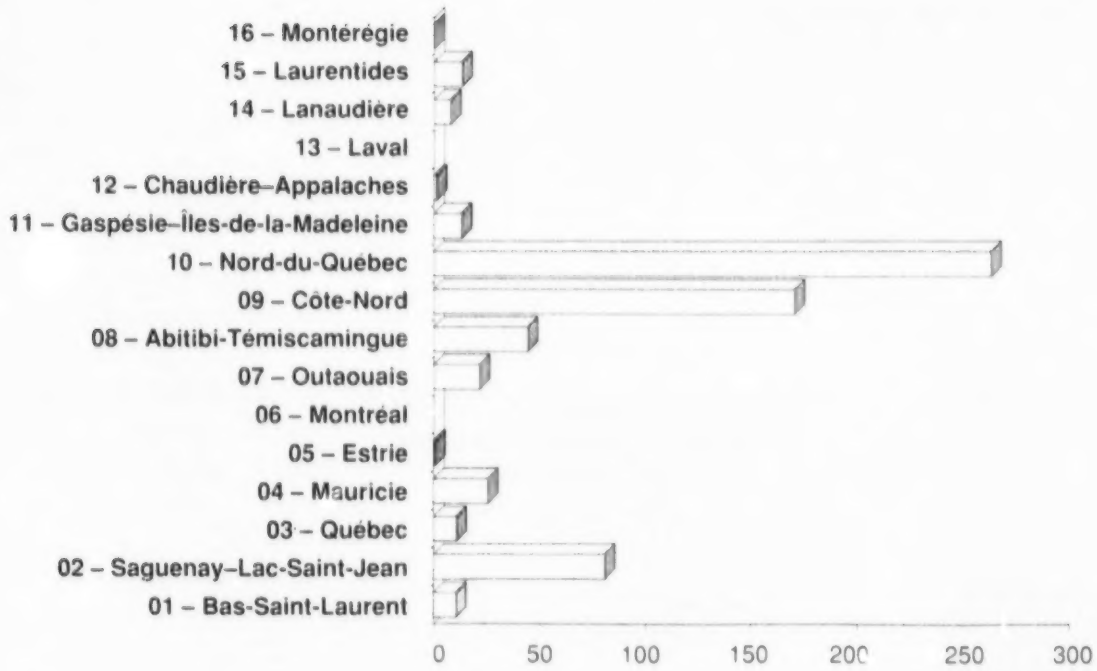
Stades de végétation des forêts publiques québécoises (milliers km²)



Le graphique suivant illustre la répartition régionale des forêts publiques à la fois productives et accessibles du Québec. Trois régions se distinguent en raison de l'importance des superficies forestières productives et accessibles qu'on y trouve. Ce sont les régions du Nord-du-Québec (263 710 km²), de la Côte-Nord (170 740 km²) et du Saguenay – Lac-Saint-Jean (80 650 km²), qui sont suivies par celles de l'Abitibi-Témiscamingue (44 350 km²), de la Mauricie (25 850 km²) et de l'Outaouais (21 390 km²).

Graphique 5

Superficie des territoires forestiers publics québécois accessibles et productifs, selon les régions (milliers km²)



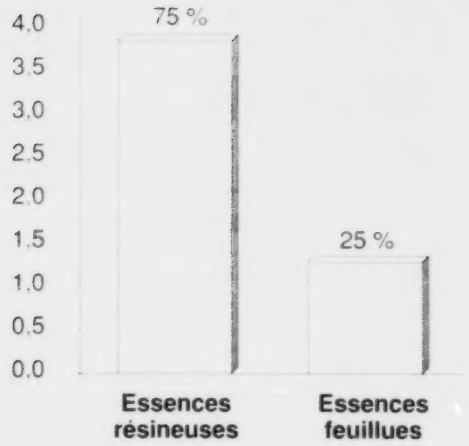
5.

L'ÉTAT DES STOCKS FORESTIERS

Les forêts du domaine public québécois renferment un volume marchand brut évalué à quelque 3,9 milliards de mètres cubes de bois. Les essences résineuses représentent 2,9 milliards de mètres cubes (75 %) alors que le volume des essences feuillues est évalué à 1 milliard de mètres cubes (25 %).

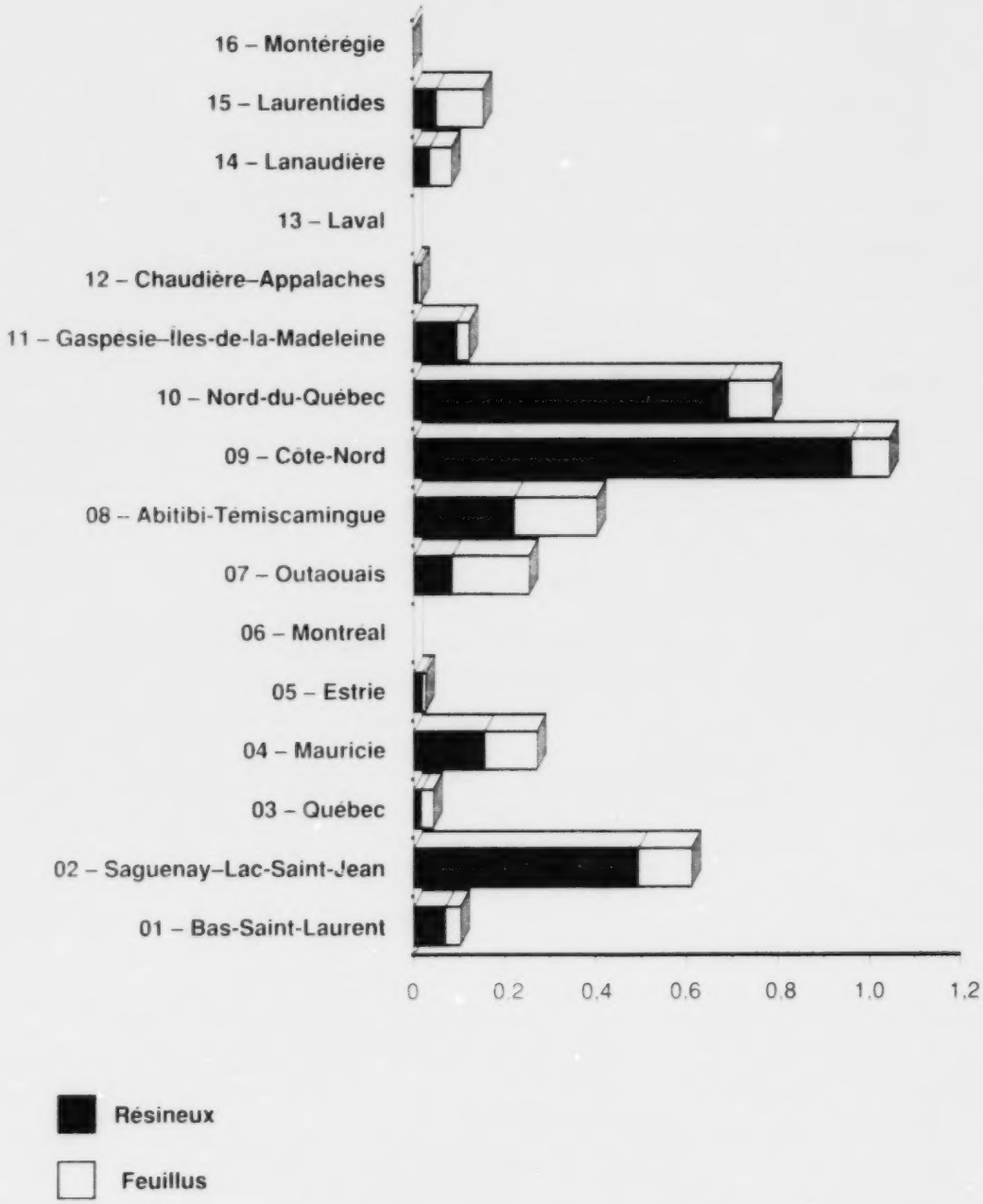
Graphique 6

Stock forestier public québécois, selon les types d'essences (milliards m^3)



Graphique 7

Volume marchand, selon les types d'essences et les régions (milliers m³)



6.

L'AMÉNAGEMENT FORESTIER

Le gouvernement du Québec a signé, avec divers industriels forestiers, des contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestiers (CAAF) qui couvrent une superficie totale de quelque 345 330 km^2. Le tableau numéro 8 montre la répartition des superficies forestières sous CAAFs dans les diverses régions administratives. Il fait nettement ressortir l'importance de ces superficies dans les régions du Nord-du-Québec, du Saguenay – Lac-Saint- Jean, de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue.

Selon la *Loi sur les forêts*, le volume attribué dans une unité d'aménagement ne peut dépasser la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu de ce territoire, c'est-à-dire le volume maximum de bois que l'on peut y prélever à perpétuité, sans en diminuer la capacité productive.

Or, la possibilité forestière à rendement soutenu des territoires forestiers qui ont fait l'objet de CAAFs se chiffre annuellement à quelque 29 354 000 m^3 de résineux et 11 035 000 m^3 de feuillus (graphique 9). Le graphique suivant (10) nous permet de constater que la possibilité forestière est plus importante dans les régions du Saguenay – Lac-Saint-Jean, de l'Abitibi-Témiscamingue, du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord. On y voit également que les essences feuillues sont plus abondantes en Abitibi-Témiscamingue et dans l'Outaouais.

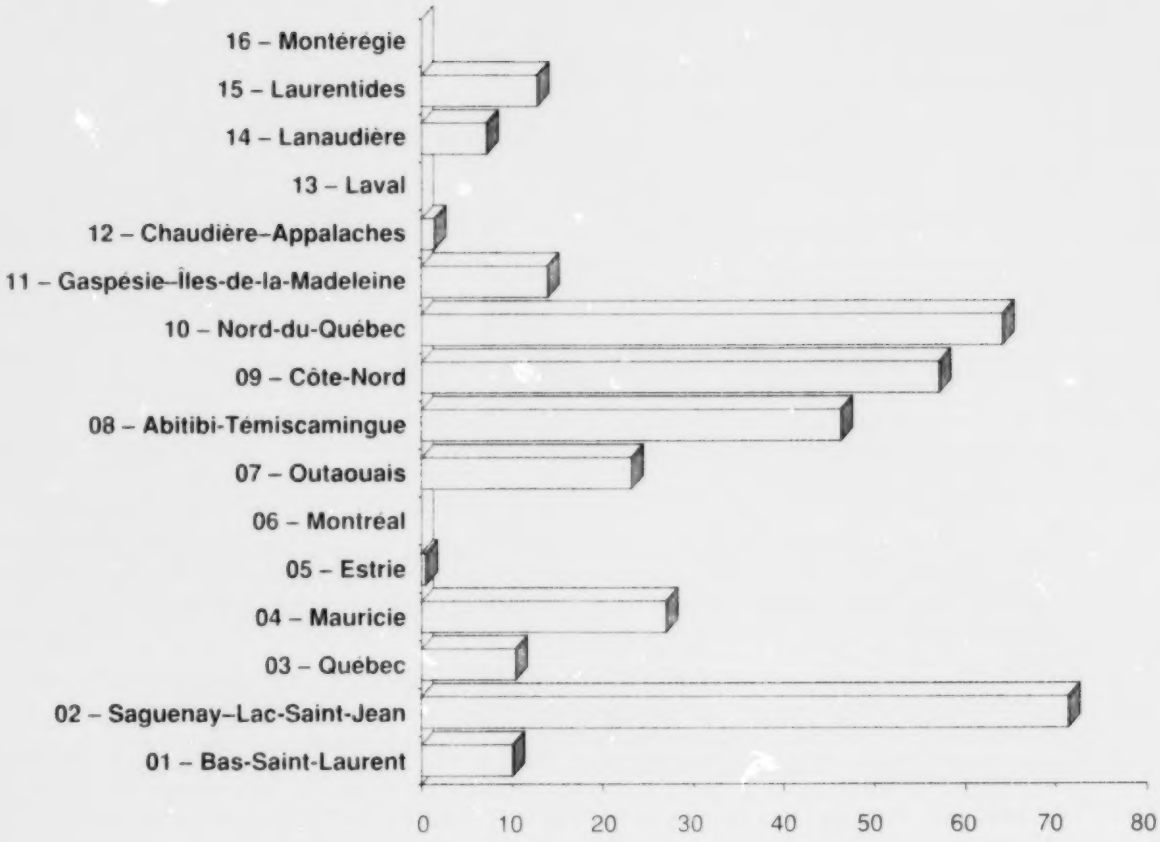
Le ministre responsable de l'application de la *Loi sur les forêts* a attribué sur ces territoires quelque 26 807 000 m^3 de résineux et 4 098 000 m^3 de feuillus soit respectivement 91 % et 37 % de la possibilité forestière annuelle.

Par ailleurs, le ministre et les bénéficiaires de CAAFs sont convenus de réaliser annuellement les travaux sylvicoles requis pour maintenir la possibilité forestière à rendement soutenu établie pour les territoires faisant l'objet de ces contrats. On peut voir au graphique 14 les superficies où l'on effectuera des travaux dont l'envergure dépendra évidemment de la récolte.

Si on se contentait d'effectuer un aménagement extensif, on ne pourrait récolter que 83 % des volumes de sapin, épinettes, pin gris et mélèze attribués dans l'ensemble des territoires sous CAAFs. Grâce à des travaux d'aménagement plus intensifs, on pourra atteindre la possibilité forestière à rendement soutenu déterminée pour l'ensemble du territoire forestier québécois (voir graphique 15).

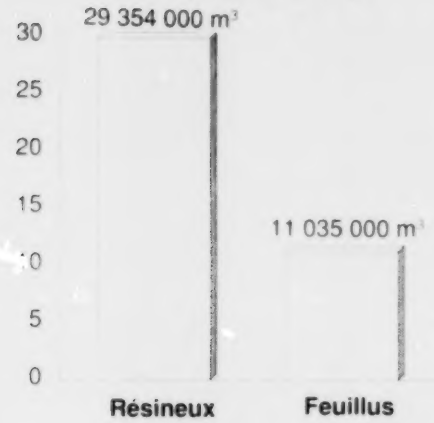
Graphique 8

**Superficies ayant fait l'objet de CAAFs,
selon les régions administratives
(milliers km²)**



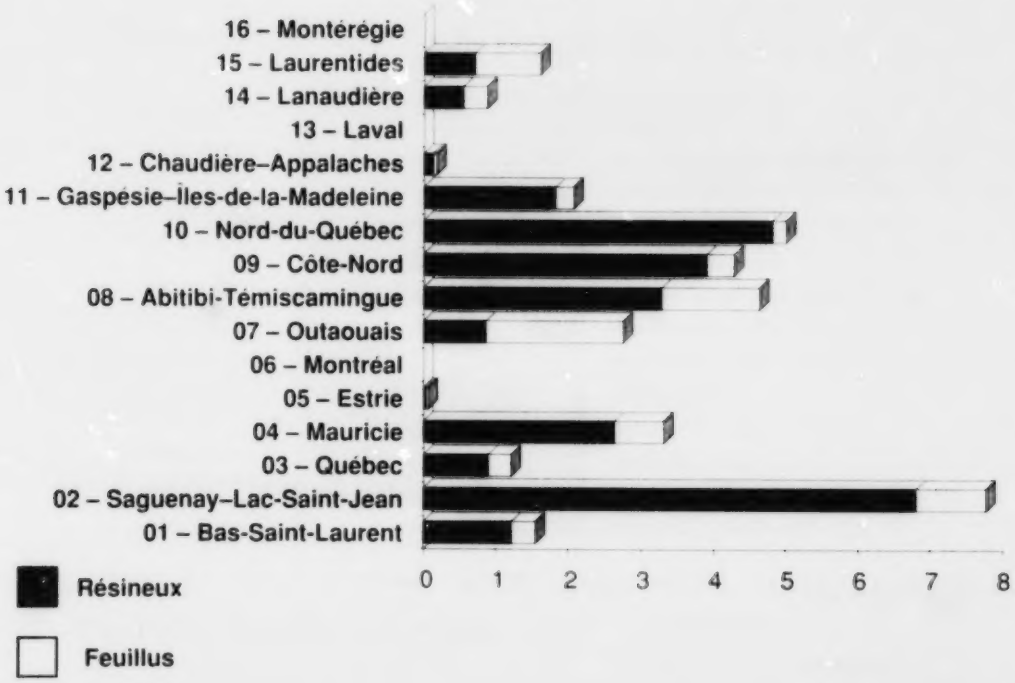
Graphique 9

Possibilité forestière, selon les types d'essences (millions m³)



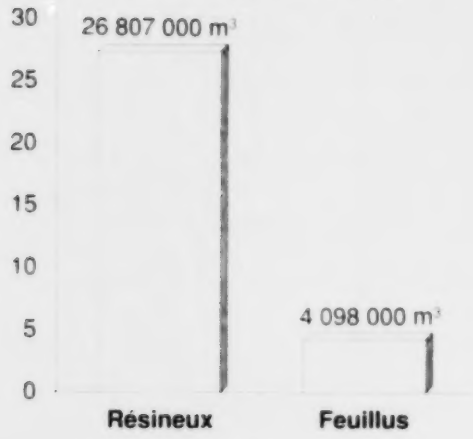
Graphique 10

Possibilité forestière, selon les types d'essences et les régions (millions m³)



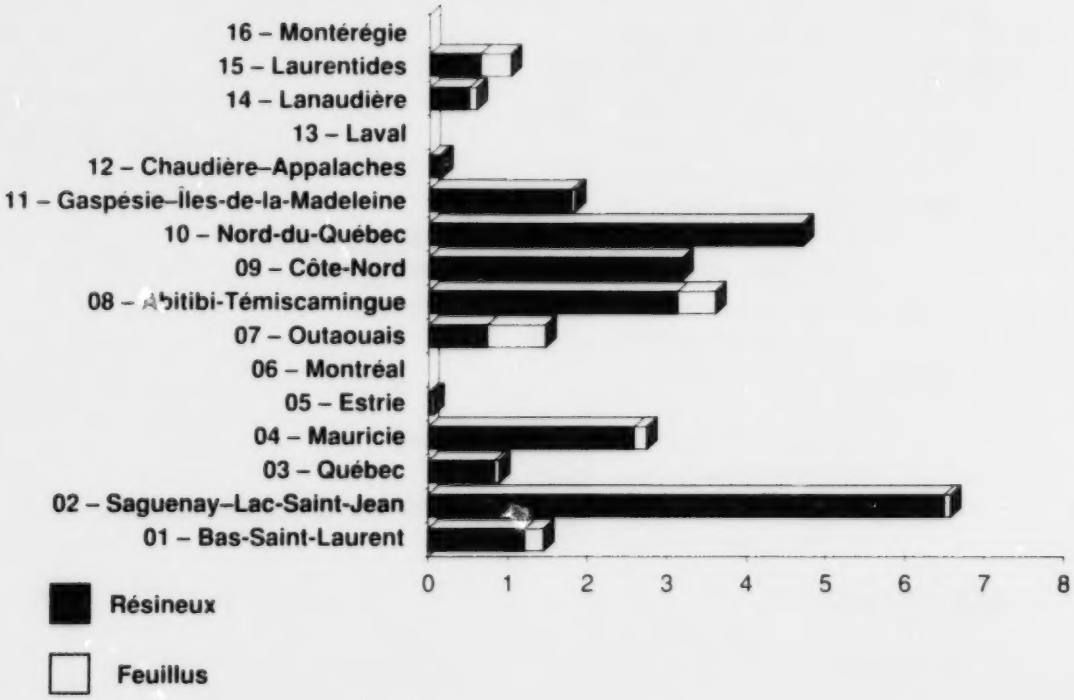
Graphique 11

Volumes de bois attribués, selon les types d'essences (millions m³)



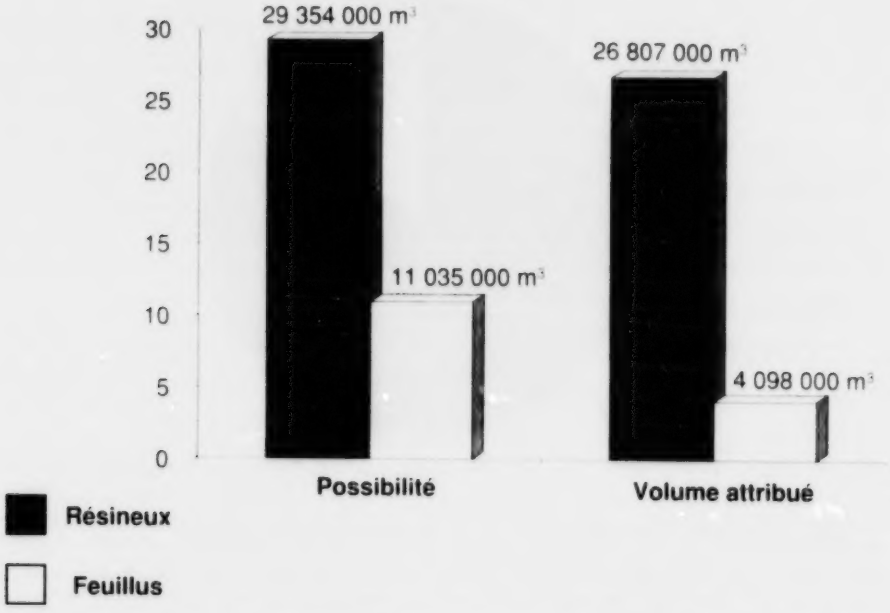
Graphique 12

Volumes de bois attribués, selon les types d'essences et les régions (millions m³)



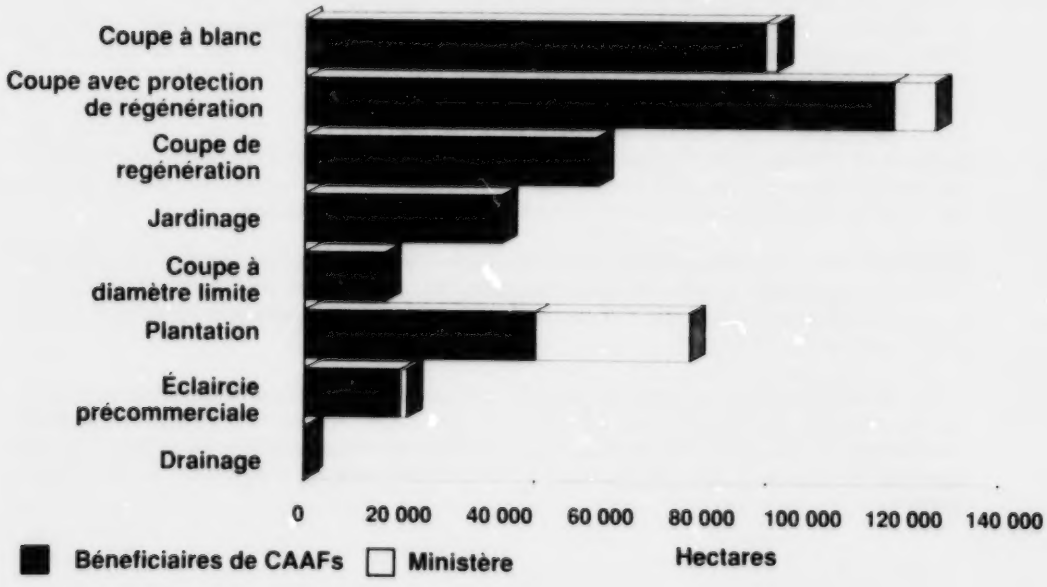
Graphique 13

Possibilité forestière/volume attribué (millions m³)



Graphique 14

Travaux d'aménagement forestier prévus annuellement



Graphique 15

Impact des travaux d'aménagement forestier sur la possibilité forestière annuelle

Au nombre des travaux prévus chaque année pour les essences résineuses, on compte la coupe avec protection de la régénération, (12 000 ha) et les coupes de régénération (63 400 ha). Dans les peuplements jeunes, et surtout dans les sapinières et les pessières, on effectuera chaque année des coupes d'éclaircie précommerciale sur quelque 21 000 hectares.

On envisage également reboiser quelque 83 400 hectares chaque année ; 49 900 ha seront reboisés par les bénéficiaires de CAAFs. De plus, au cours des cinq prochaines années, le ministère reboisera 33 530 ha non ou mal régénérés.

Dans les peuplements feuillus, on prévoit effectuer des coupes annuelles de jardinage sur quelque 43 000 hectares. Ce type de traitement sylvicole permet d'augmenter la production des peuplements feuillus, tant en quantité qu'en qualité. Il s'avère particulièrement efficace dans les bétulaies à bouleau jaune et les érablières à bouleau jaune.

Dans leurs plans d'aménagement, les bénéficiaires de CAAFs peuvent prévoir un ensemble de travaux sylvicoles différent de celui mentionné dans leurs contrats. Toutefois, le ministre n'en autorisera l'exécution que s'ils permettent d'atteindre un rendement équivalent à celui prévu dans leurs CAAFs.

Enfin, les bénéficiaires réalisent les travaux conformément au plan d'intervention approuvé par le ministre responsable de l'application de la Loi. Ils doivent également évaluer l'envergure et la qualité des travaux. Pour sa part, le ministre vérifie l'exactitude de ces données et s'assure que les travaux accomplis permettront d'atteindre le rendement soutenu.

7.

L'ÉTAT DES INFESTATIONS D'INSECTES NUISIBLES ET DES MALADIES DES ARBRES

Les forêts du Québec sont parfois affectées par des insectes nuisibles et des maladies des arbres. Ses principaux ennemis sont la tordeuse des bourgeons de l'épinette (TBE) et la livrée des forêts. L'infestation de tordeuses des bourgeons de l'épinette demeure, en 1990, le problème entomologique le plus important des forêts de conifères québécoises. La livrée des forêts s'avère le principal défoliateur des forêts feuillues. Ces deux insectes font l'objet d'une surveillance et d'un dépistage très rigoureux de la part du ministère.

Par ailleurs, le dépérissement est toujours une préoccupation majeure, principalement dans les érablières. Cependant, on note depuis peu une amélioration de l'état de santé des peuplements affectés par le dépérissement.

7.1 Les insectes nuisibles

Depuis la fin des années 60, le Québec connaît une épidémie de tordeuses des bourgeons de l'épinette. Cette épidémie a traversé le Québec d'ouest en est, ravageant sur son passage de grandes superficies forestières. Des moyens de lutte considérables ont été mis en place pour tenter de freiner l'épidémie, minimiser les dommages et récupérer les arbres atteints avant qu'il ne deviennent inutilisables.

Vers la fin des années 70 et au cours des années 80, l'épidémie a montré des signes évidents de régression dans la plupart des régions. L'infestation se concentrant alors surtout dans les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord, où les efforts de lutte et de récupération n'ont pas fléchi.

En 1989, l'infestation a connu une recrudescence dans les régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. L'insecte a causé des dommages très sérieux au centre de la péninsule gaspésienne. Le niveau des populations de tordeuses est demeuré constant dans la région de la Côte-Nord et l'infestation s'est propagée sur les territoires voisins des aires infestées en 1988. Dans la région de Trois-Rivières, l'infestation a continué de régresser tandis que les populations restaient à un niveau endémique dans les autres régions du Québec. En 1989, l'infestation s'est propagée sur une superficie de 924 840 ha, comparativement à 708 150 ha en 1988. Les dommages ont été de modérés à graves sur 79 % de la superficie affectée.

Dans les forêts feuillues, une infestation de livrées des forêts a d'abord été signalée en 1984, dans la partie ouest du Québec. Depuis, l'insecte s'est propagé de façon remarquable. Au fil des années, des dégâts importants ont été enregistrés, principalement dans le sud-ouest et le centre du Québec, régions dominées par les feuillus. Bien que le peuplier faux-tremble soit la principale essence atteinte, le bouleau à papier et l'érable à sucre ont également subi les attaques de l'insecte. En 1989, près de 850 000 ha de forêts ont été défoliés de légèrement à modérément, dont 662 000 ha en Abitibi-Témiscamingue.

Plusieurs autres insectes affectent les forêts du Québec à des degrés divers. Mentionnons, entre autres, le diprion de Swaine, le coupe-feuille de l'érable, la spongieuse et la tordeuse du tremble.

7.2 Le dépérissement des forêts

Le dépérissement des forêts n'est pas un phénomène nouveau au Québec. Cependant, il n'affectait autrefois qu'une ou deux essences et était circonscrit à des territoires très restreints. Aujourd'hui, le dépérissement a pris de l'ampleur et il touche simultanément un grand nombre d'essences sur de grandes étendues (quelque 2 400 km^2). Les érablières sont particulièrement affectées par ce problème. Heureusement, les études les plus récentes semblent montrer que la situation s'améliore.

Tout un réseau de surveillance comportant un grand nombre de placettes–échantillons a été établi au Québec. À la Station forestière de Duchesnay, on a mis sur pied une importante station d'étude des polluants atmosphériques. Le Québec fournit des données à des réseaux national et international de surveillance. On poursuit des travaux de recherche afin de rendre les arbres et les peuplements plus résistants au dépérissement. Des expériences et des opérations de fertilisation et de chaulage sont en cours.

8.

CONCLUSION

Le présent rapport démontre que le Québec dispose d'un vaste réservoir de ressources forestières et d'un potentiel de développement économique considérable. Les outils (lois, règlements, CAAF) en place nous permettent désormais de nous engager dans l'ère de l'aménagement forestier en visant de façon explicite un objectif de développement durable.

L'aménagement et l'utilisation polyvalente du territoire forestier sont deux des exigences fondamentales de ce type de développement. La première est essentielle pour respecter le principe du rendement soutenu qui sous-tend désormais toute intervention forestière. Ainsi, toutes les superficies où l'on récoltera de la matière ligneuse devront être régénérées pour assurer le maintien sinon l'augmentation de leur possibilité forestière. L'utilisation polyvalente n'est pas moins indispensable parce que les territoires forestiers renferment un éventail de ressources qui donnent lieu à des activités multiples. D'une part, le Plan d'affectation protège déjà les différentes ressources et, d'autre part, les travaux d'aménagement forestier devront respecter des normes devenues réglementaires. On sera ainsi en mesure de préserver la polyvalence du milieu forestier.

Le ministère responsable de la gestion des forêts entend articuler son action en fonction de rôles précis. Le ministère est :

- le gestionnaire du patrimoine forestier québécois ;
- un partenaire du développement économique ;
- un associé dans la protection et l'aménagement des forêts ainsi que dans la recherche forestière ;
- un agent et un promoteur du développement durable.

C'est dans ce cadre que nous voulons relever le grand défi de cette fin du 20e siècle : concilier économie et environnement. Les mécanismes sont déjà en place pour assurer la mise en oeuvre du régime forestier québécois. De plus, le ministre responsable de l'application de la *Loi sur les forêts* continuera d'informer la population et, conformément à l'article 212 de la loi, il soumettra à l'Assemblée nationale des rapports quinquennaux sur l'état des forêts publiques québécoises. En 1995, nous aurons ainsi un premier rapport permettant d'évaluer les résultats des actions posées au cours de la prochaine période de cinq ans.

LISTE DES ANNEXES

1. Affectation des terres publiques québécoises
2. Superficie des territoires forestiers, selon les régions administratives
3. Stratification du territoire forestier, selon les régions administratives
4. Volume marchand brut, selon les régions administratives
5. Possibilité annuelle des forêts publiques québécoises, selon les régions administratives
6. Superficie des territoires sous CAAFs
7. Volumes de bois attribués, selon les régions administratives

Annexe 1

AFFECTATION DES TERRES PUBLIQUES QUÉBÉCOISES
Nombre et superficie des unités territoriales (estimation)

UNITÉS TERRITORIALES	NOMBRE	SUPERFICIE km2	%
Production forestière exclue			
Parcs	19	4 100	
Projets de parcs*	5	7 140	
Réserves écologiques	23	100	
Projets de réserves écologiques*	37	1 350	
Sous-total	**84**	**12 690**	**2,3**
Production forestière permise**			
Zone de conservation			
Sites fauniques	1 107	36 800	
Habitats fauniques non cartographiés			
– Aires de confinement de l'orignal	—	9 000	
– Lisières boisées en milieu riverain	—	26 100	
Sites récréatifs	3 182	1 200	
Sites d'utilité publique	3 869	7 900	
Sites zonés agricoles	560	1 710	
Sous-total	**8 718**	**82 710**	**15,0**
Production forestière prioritaire**			
Zones forestières et fauniques	596	3 430	0,6
Zones forestières et récréatives	3 376	6 650	1,2
Zones forestières de production	—	335 000	60,7
Sous-total	**3 972**	**345 080**	**62,5**
– Autres zones de production de ressources	—	47 080	8,5
– Eaux intérieures	—	64 480	11,7
TOTAL	**12 774**	**552 040 *****	**100,0**

---

* Voir Note 1, page suivante.
** Voir Note 2, page suivante.
*** Ne comprend pas la superficie des terres du domaine public affectées au nord du Tracé de 1927

*** Note 1**

Les projets de parcs et de réserves écologiques autorisés par le gouvernement sont protégés en vertu de leur inscription sur la carte d'affectation des terres du domaine public. Il y a actuellement 15 autres projets, dont la superficie totalise 29 420 km^2, qui sont projetés sur le territoire non affecté.

**** Note 2**

Le *Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine public* prévoit des mesures de protection sur les territoires suivants :

- les lisières boisées qui séparent les parterres de coupe (14 900 km^2) ;
- les lisières boisées qui longent les chemins forestiers principaux et les chemins menant à un centre d'accueil ou à un centre d'hébergement d'une capacité de 20 jours/personnes et plus établis sur un territoire de pourvoirie, de réserve faunique ou de zone d'exploitation contrôlée (ZEC) (superficies à déterminer) ;
- les aires boisées constituant l'environnement immédiat de nombreux sites inclus dans la zone de conservation (superficies à déterminer) ;
- les aires constituant l'encadrement visuel de certains sites récréatifs et d'utilité publique (superficies à déterminer) ;
- les superficies forestières de 4 000 m^2 octroyées par les quelque 20 000 à 25 000 baux de villégiature dispersée émis par le ministère de l'Énergie et des Ressources à des individus, tant pour des utilisations commerciales que récréatives (camps du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, pourvoiries, ZEC).

Annexe 2

SUPERFICIE DES TERRITOIRES FORESTIERS, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	TERRITOIRES FORESTIERS (km²)				TERRITOIRES FORESTIERS PRODUCTIFS ET ACCESSIBLES (km²)			
	Fédéral	Québec	Privé	Total	Fédéral	Québec	Privé	Total
01 – BAS-SAINT-LAURENT	2	11 171	8 015	**19 187**	2	10 524	7 763	**18 288**
02 – SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN	9	89 262	4 285	**93 557**	9	80 646	3 866	**84 521**
03 – QUÉBEC	213	11 725	5 183	**17 120**	202	10 781	4 900	**15 883**
04 – MAURICIE – BOIS-FRANCS	533	27 909	9 024	**37 467**	509	25 850	8 429	**34 788**
05 – ESTRIE	1	750	7 097	**7 848**	1	705	6 947	**7 653**
06 – MONTRÉAL	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
07 – OUTAOUAIS	382	22 467	5 630	**28 479**	369	21 393	5 409	**27 171**
08 – ABITIBI – TÉMISCAMINGUE	19	51062	4 260	**55 341**	16	44 354	3 704	**48 074**
09 – CÔTE-NORD	280	223 924	1 527	**225 731**	239	170 744	1 263	**172 246**
10 – NORD-DU-QUÉBEC	2 596	358 613	2 031	**363 239**	1 362	263 708	1 255	**266 325**
11– GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE	276	15 792	3 438	**19 506**	254	13 379	3 079	**16 712**
12 – CHAUDIÈRE – APPALACHES	0	1 509	9 611	**11 120**	0	1 422	9 311	**10 733**
13 – LAVAL	0	0	73	**73**	0	0	72	**72**
14 – LANAUDIÈRE	8	8 057	2 430	**10 495**	7	7 649	2 334	**9 990**
15 – LAURENTIDES	220	13 781	5 009	**19 011**	214	13 045	4 832	**18 092**
16 – MONTÉRÉGIE	61	8	3 880	**3 949**	56	8	3 702	**3 767**
GRAND TOTAL :	**4 599**	**836 030**	**71 494**	**912 124**	**3 241**	**664 209**	**66 866**	**734 316**

Annexe 3

STRATIFICATION DU TERRITOIRE FORESTIER, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES [1]

	Région 1		Région 2		Région 3		Région 4		Région 5		Région 6		Région 7		Région 8		Total 1 à 8
	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²
TERRITOIRE TOTAL	**22 630**	**100**	**106 537**	**100**	**19 525**	**100**	**46 885**	**100**	**10 411**	**100**	**616**	**100**	**33 810**	**100**	**64 598**	**100**	**305 013**
Eau	526	2	10 901	10	945	5	4 633	10	313	3	118	19	3 680	11	7 313	11	**28 431**
Terrains non forestiers	2 917	13	2 080	2	1 460	7	4 785	10	2 250	22	498	81	1 651	5	1 944	3	**17 584**
Terrains forestiers improductifs	415	2	8 269	8	581	3	2 532	5	152	1	0	0	1 208	4	7 235	11	**20 392**
Terrains forestiers productifs inaccessibles*	484	2	766	1	657	3	147	0	43	0	0	0	100	0	32	0	**2 229**
Terrains forestiers productifs accessibles**	18 288	81	84 521	79	15 883	81	34 788	74	7 653	74	0	0	27 171	80	48 074	74	**236 378**
mûrs	4 540	20	45 247	42	4 523	23	12 390	26	1 223	12	0	0	18 803	56	22 459	35	**109 184**
jeunes	9 706	43	22 164	21	8 500	44	17 488	37	4 584	44	0	0	5 791	17	17 612	27	**85 843**
régénérés	1 772	8	7 081	7	1 462	7	2 081	4	1 081	10	0	0	1 105	3	3 501	5	**16 083**
en voie de régénération	2 271	10	10 028	9	1 397	7	2 830	6	766	7	0	0	1 472	4	4 503	7	**23 267**
JURIDICTION FÉDÉRALE	**2**	**0**	**17**	**0**	**243**	**1**	**591**	**1**	**2**	**0**	**17**	**3**	**442**	**1**	**21**	**0**	**1 336**
Eau	0	0	0	0	11	4	55	9	0	0	0	3	38	9	0	0	**105**
Terrains non forestiers	0	0	81	45	20	8	2	0	1	30	17	97	21	5	3	12	**71**
Terrains forestiers improductifs	0	5	0	1	8	3	15	3	0	0	0	0	8	2	2	10	**33**
Terrains forestiers productifs inaccessibles	0	0	0	0	3	1	9	2	0	0	0	0	5	1	0	0	**17**
Terrains productifs accessibles	2	95	9	54	202	83	509	86	1	70	0	0	369	84	16	78	**1 109**
mûrs	0	0	0	1	72	30	344	58	0	0	0	0	131	30	2	9	**549**
jeunes	1	78	6	38	91	37	155	26	1	40	0	0	211	48	8	37	**474**
régénérés	0	10	1	6	20	8	2	0	0	14	0	0	8	2	5	26	**37**
en voie de régénération	0	8	2	9	19	8	8	1	0	16	0	0	19	4	1	6	**49**

[1] Source : Ressource et industrie forestières, edition 1990
* Pente 51 % et plus
** Pente 0-50 %

Annexe 3 (suite)

	Région 1		Région 2		Région 3		Région 4		Région 5		Région 6		Région 7		Région 8		Total 1 à 8
	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²
JURIDICTION PROVINCIALE	**11 400**	**50**	**100 140**	**94**	**12 591**	**64**	**31 815**	**68**	**768**	**7**	**0**	**0**	**25 562**	**76**	**57 824**	**90**	**240 100**
Eau	200	2	10 627	11	803	6	3 837	12	14	2	0	0	3 080	12	6 593	11	**25 154**
Terrains non forestiers	29	0	251	0	64	1	69	0	4	1	0	0	15	0	169	0	**601**
Terrains forestiers improductifs	238	2	7 893	8	464	4	1 962	6	20	3	0	0	1 008	4	6 676	12	**18 261**
Terrains forestiers productifs inaccessibles	409	4	723	1	480	4	97	0	25	3	0	0	66	0	32	0	**1 832**
Terrains forestiers productifs accessibles	10 524	92	80 646	81	10 781	86	25 850	81	705	92	0	0	21 393	84	44 354	77	**194 252**
mûrs	3 556	31	45 136	45	3 377	27	10 306	32	216	28	0	0	15 118	59	22 225	38	**99 933**
jeunes	4 861	43	19 842	20	5 502	44	12 666	40	418	54	0	0	4 480	18	15 529	27	**63 297**
régénérés	827	7	6 332	6	853	7	1 101	3	49	6	0	0	859	3	2 914	5	**12 936**
en voie de régénération	1 280	11	9 336	9	1 049	8	1 777	6	22	3	0	0	936	4	3 686	6	**18 086**
JURIDICTION PRIVÉE	**11 229**	**50**	**6 381**	**6**	**6 691**	**34**	**14 479**	**31**	**9 641**	**93**	**598**	**97**	**7 807**	**23**	**6 752**	**10**	**63 578**
Eau	326	3	274	4	132	2	741	5	299	3	117	20	562	7	720	11	**3 172**
Terrains non forestiers	2 888	26	1 821	29	1 376	21	4 713	33	2 245	23	481	80	1 615	21	1 772	26	**16 912**
Terrains forestiers improductifs	177	2	376	6	109	2	555	4	132	1	0	0	192	2	556	8	**2 098**
Terrains forestiers productifs inaccessibles	75	1	43	1	174	3	41	0	18	0	0	0	29	0	0	0	**380**
Terrains forestiers productifs accessibles	7 763	69	3 866	61	4 900	73	8 429	58	6 947	72	0	0	5 409	69	3 704	55	**41 017**
mûrs	984	9	111	2	1 075	16	1 740	12	1 007	10	0	0	3 554	46	232	3	**8 701**
jeunes	4 844	43	2 316	36	2 907	43	4 666	32	4 165	43	0	0	1 100	14	2 075	31	**22 072**
régénérés	945	8	748	12	588	9	978	7	1 031	11	0	0	238	3	581	9	**5 111**
en voie de régénération	990	9	691	11	330	5	1 045	7	744	8	0	0	517	7	816	12	**5 132**

Annexe 3 (suite)

	Région 9		Région 10		Région 11		Région 12		Région 13		Région 14		Région 15		Région 16		Total
	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²
TERRITOIRE TOTAL	**272 216**	**100**	**567 602**	**100**	**20 418**	**100**	**15 408**	**100**	**262**	**100**	**13 404**	**100**	**22 534**	**100**	**11 787**	**100**	**1 228 645**
Eau	36 952	14	88 608	16	186	1	321	2	20	8	1 191	9	2 003	9	722	6	**158 433**
Terrains non forestiers	9 533	4	115 754	20	726	4	3 968	26	169	65	1 719	13	1 520	7	7 116	60	**158 089**
Terrains forestiers improductifs	50 387	19	96 872	17	528	3	379	2	0	0	436	3	769	4	174	1	**169 958**
Terrains forestiers productifs inaccessibles	3 098	1	42	0	2 267	11	8	0	0	0	68	1	129	1	9	0	**7 850**
Terrains forestiers productifs accessibles	172 246	63	266 326	47	16 711	82	10 734	70	72	28	9 990	75	18 092	80	3 767	32	**734 316**
mûrs	124 487	46	119 860	21	5 149	25	2 089	14	6	2	3 558	27	9 368	42	658	6	**374 358**
jeunes	19 715	7	42 836	8	8 136	40	5 816	38	19	7	5 005	37	6 886	31	2 159	18	**176 415**
régénérés	12 114	4	7449	1	1 871	9	1 169	8	10	4	716	5	878	4	309	3	**42 600**
en voie de régénération	15 931	6	96 181	17	1 555	8	1 659	11	38	14	711	5	960	4	641	5	**140 942**
JURIDICTION FÉDÉRALE	**320**	**0**	**2 965**	**1**	**286**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**8**	**0**	**472**	**2**	**92**	**1**	**5 479**
Eau	27	8	189	6	7	2	0	0	0	0	0	0	4	1	15	16	**347**
Terrains non forestiers	14	4	180	6	3	1	0	0	0	0	0	5	249	53	16	18	**533**
Terrains forestiers improductifs	40	12	1 234	42	2	1	0	0	0	0	0	1	5	1	5	5	**1 318**
Terrains forestiers productifs inaccessibles	1	0	0	0	21	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**40**
Terrains forestiers productifs accessibles	239	75	1 362	46	254	89	0	0	0	0	7	94	214	45	56	61	**3 241**
mûrs	97	30	1 204	41	49	17	0	0	0	0	5	59	48	10	6	7	**1 959**
jeunes	104	32	73	2	175	61	0	0	0	0	2	29	125	26	31	34	**983**
régénérés	12	4	10	0	7	2	0	0	0	0	0	0	15	3	4	4	**86**
en voie de régénération	26	8	75	3	23	8	0	0	0	0	0	6	26	5	15	16	**213**

Annexe 3 (suite)

	Région 9		Région 10		Région 11		Région 12		Région 13		Région 14		Région 15		Région 16		Total
	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²
JURIDICTION PROVINCIALE	**270 067**	**99**	**561 276**	**99**	**15 989**	**78**	**1 655**	**11**	**0**	**0**	**9 012**	**67**	**15 159**	**67**	**59**	**1**	**1 113 318**
Eau	36 791	14	88 127	16	99	1	142	9	0	0	932	10	1 315	9	51	85	**152 609**
Terrains non forestiers	9 352	3	114 536	20	99	1	5	0	0	0	24	0	62	0	0	1	**124 678**
Terrains forestiers improductifs	50 138	19	94 864	17	425	3	85	5	0	0	355	4	638	4	0	0	**164 765**
Terrains forestiers productifs inaccessibles	3 042	1	41	0	1 988	12	2	0	0	0	53	1	98	1	0	0	**7 056**
Terrains forestiers productifs accessibles	170 744	63	263 708	47	13 379	84	1 422	86	0	0	7 649	85	13 045	86	8	[illegible]	**684 209**
mûrs	124 105	46	117 724	21	4 745	30	491	30	0	0	3 176	35	7 778	51	1	2	**357 955**
jeunes	18 831	7	42 597	8	6 020	38	725	44	0	0	3 409	38	4 124	27	5	8	**139 007**
régénérés	12 007	4	7 396	1	1 472	9	55	3	0	0	544	6	595	4	1	2	**35 006**
en voie de régénération	15 801	6	95 991	17	1 142	7	151	9	0	0	520	6	548	4	1	2	**132 241**
JURIDICTION PRIVÉE	**1 829**	**1**	**3 361**	**1**	**4 143**	**20**	**13 753**	**89**	**262**	**100**	**4 384**	**33**	**6 903**	**31**	**11 636**	**99**	**109 848**
Eau	134	7	292	9	80	2	179	1	20	8	259	6	684	10	657	6	**5 477**
Terrains non forestiers	167	9	1 038	31	625	15	3 963	29	169	65	1 695	39	1 209	18	7 099	61	**32 877**
Terrains forestiers improductifs	209	11	774	23	102	2	294	2	0	0	81	2	146	2	170	1	**3 874**
Terrains forestiers productifs inaccessibles	55	3	1	0	255	6	6	0	0	0	16	0	31	0	9	0	**754**
Terrains forestiers productifs accessibles	1 263	69	1 255	37	3 079	74	9 311	68	72	28	2 334	53	4 832	70	3 702	32	**66 866**
mûrs	284	16	931	28	355	9	1 598	12	6	2	377	9	1 541	22	651	6	**14 444**
jeunes	780	43	166	5	1 941	47	5 092	37	19	7	1 595	36	2 638	38	2 123	18	**36 425**
régénérés	95	5	43	1	392	9	1 113	8	10	4	172	4	268	4	304	3	**7 509**
en voie de régénération	104	6	116	3	390	9	1 508	11	38	14	190	4	386	6	624	5	**8 488**

ANNEXE 4

VOLUME MARCHAND BRUT SELON, LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES

RÉGIONS ADMINISTRATIVES ET JURIDICTION	RÉSINEUX (m³)					FEUILLUS (m³)						TOTAL
	Sapin	Épinettes	Pin gris	Autres	Sous-total	Bouleau à papier	Bouleau jaune	Peupliers faux-tremble	Érable à sucre	Autres	Sous-total	'000 m³
01 – BAS-SAINT-LAURENT	**55 686**	**29 274**	**50**	**14 660**	**99 670**	**15 503**	**8 102**	**17 039**	**10 750**	**11 743**	**63 136**	**162 806**
Publique fédérale	2	3	0	1	**5**	1	0	4	0	1	**6**	**11**
Publique québécoise	40 490	20 797	33	8 388	**69 708**	8 679	5 746	5 955	6 343	5 771	**32 494**	**102 202**
Privée	15 194	8 475	17	6 271	**29 957**	6 823	2 356	11 080	4 407	5 971	**30 636**	**60 593**
02 – SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN	**85 533**	**375 067**	**39 237**	**3 220**	**503 057**	**73 870**	**4 594**	**47 187**	**278**	**2 382**	**128 311**	**631 368**
Publique fédérale	6	9	1	0	**16**	11	0	24	0	2	**37**	**53**
Publique québécoise	81 863	371 310	37 375	2 847	**493 395**	71 167	4 210	40 254	187	1 214	**117 032**	**610 427**
Privée	3 664	3 748	1 861	373	**9 646**	2 692	384	6 909	91	1 166	**11 242**	**20 888**
03 – QUÉBEC	**34 387**	**30 894**	**571**	**2 797**	**68 649**	**15 441**	**14 344**	**7 964**	**7 428**	**10 417**	**55 594**	**124 243**
Publique fédérale	368	116	0	27	**511**	60	372	26	429	415	**1 302**	**1 812**
Publique québécoise	26 867	25 127	99	581	**52 675**	11 648	8 419	4 102	1 986	2 127	**28 282**	**80 957**
Privée	7 152	5 650	472	2 189	**15 464**	3 733	5 553	3 836	5 013	7 875	**26 011**	**41 474**
04 – MAURICIE – BOIS-FRANCS	**35 529**	**94 364**	**40 226**	**14 187**	**184 306**	**54 600**	**22 274**	**36 113**	**14 468**	**27 426**	**154 880**	**339 186**
Publique fédérale	1 343	1 385	95	432	**3 256**	771	928	222	1 076	1 133	**4 130**	**7 386**
Publique québécoise	25 103	81 923	39 957	8 182	**155 164**	49 078	18 158	31 978	6 796	8 488	**114 499**	**269 663**
Privée	9 083	11 056	174	5 573	**25 886**	4 751	3 188	3 913	6 595	17 805	**36 251**	**62 137**
05 –ESTRIE	**11 203**	**4 726**	**66**	**6 594**	**22 589**	**2 512**	**7 065**	**4 553**	**14 442**	**19 229**	**47 801**	**70 390**
Publique fédérale	1	0	0	1	**2**	0	0	1	1	2	**5**	**7**
Publique québécoise	1 212	716	3	351	**2 281**	395	1 027	544	2 155	1 797	**5 918**	**8 199**
Privée	9 990	4 010	63	6 242	**20 306**	2 117	6 038	4 007	12 286	17 430	**41 879**	**62 184**

RÉGIONS ADMINISTRATIVES ET JURIDICTION	RÉSINEUX (m³)					FEUILLUS (m³)						TOTAL '000 m³
	Sapin	Épinettes	Pin gris	Autres	Sous-total	Bouleau à papier	Bouleau jaune	Peupliers faux-tremble	Érable à sucre	Autres	Sous-total	
06 – MONTRÉAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Publique fédérale	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Publique québécoise	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Privée	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	0	**0**	**0**
07– OUTAOUAIS	**13 084**	**29 738**	**3 188**	**57 674**	**103 685**	**33 830**	**35 292**	**24 037**	**52 493**	**66 703**	**212 357**	**316 042**
Publique fédérale	337	198	28	331	**894**	199	292	307	104	1 458	**2 359**	**3 254**
Publique québécoise	8 914	26 748	2 774	45 912	**84 347**	30 333	33 007	17 834	42 171	45 404	**168 749**	**253 096**
Privée	3 834	2 792	386	11 431	**18 443**	3 299	1 993	5 897	10 219	19 842	**41 249**	**59 692**
08 – ABITIBI - TÉMISCAMINGUE	**18 103**	**122 170**	**43 357**	**41 121**	**224 751**	**76 262**	**25 301**	**61 592**	**15 133**	**18 434**	**196 721**	**421 472**
Publique fédérale	4	15	10	2	**32**	19	1	55	0	9	**83**	**115**
Publique québécoise	16 766	119 586	42 452	40 675	**219 478**	74 027	25 276	51 455	15 124	17 270	**183 151**	**402 629**
Privée	1 333	2 569	895	444	**5 241**	2 216	24	10 082	9	1 155	**13 487**	**18 728**
09 – CÔTE-NORD	**293 234**	**663 094**	**9 527**	**4 448**	**970 303**	**63 488**	**481 20**	**665**	**47**	**921**	**85 602**	**1 055 905**
Publique fédérale	527	729	13	7	**1 276**	266	0	137	0	1	**404**	**1 680**
Publique québécoise	290 004	659 125	9 082	4 368	**962 579**	62 401	479	19 610	45	850	**83 385**	**1 045 964**
Privée	2 703	3 241	432	73	**6 449**	821	2	918	2	70	**1 813**	**8 262**
10– NORD-DU-QUÉBEC	**21 485**	**573 521**	**100 981**	**10 524**	**706 511**	**61 074**	**1**	**37 777**	**0**	**1 284**	**100 136**	**806 647**
Publique fédérale	327	7 395	343	57	**8 122**	636	0	323	0	45	**1 004**	**9 126**
Publique québécoise	20 693	560 557	100 173	10 417	**691 840**	59 676	1	36 875	0	1 169	**97 721**	**789 561**
Privée	465	5 569	465	50	**6 549**	762	0	579	0	70	**1 411**	**7 960**
11 – GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE	**61 336**	**36 988**	**297**	**9 082**	**107 703**	**13 377**	**3 988**	**12 383**	**3 317**	**3 066**	**36 131**	**143 833**
Publique fédérale	498	332	0	61	**891**	410	124	152	97	94	**877**	**1 769**
Publique québécoise	55 478	33 978	297	6 018	**95 771**	10 764	2 689	8 894	1 433	1 776	**25 556**	**121 327**
Privée	5 360	2 678	0	3 002	**11 041**	2 203	1 176	3 336	1 787	1 196	**9 697**	**20 738**

Annexe 4 (suite)

RÉGIONS ADMINISTRATIVES ET JURIDICTION	RÉSINEUX (m³)					FEUILLUS (m³)						TOTAL
	Sapin	Épinettes	Pin gris	Autres	Sous-total	Bouleau à papier	Bouleau jaune	Peupliers faux-tremble	Érable à sucre	Autres	Sous-total	'000 m³
12 – CHAUDIÈRE – APPALACHES	**16 184**	**13 672**	**6**	**7 751**	**37 612**	**6 052**	**6 804**	**5 647**	**14 517**	**14 939**	**47 960**	**85 572**
Publique fédérale	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Publique québécoise	4 171	4 783	0	824	**9 778**	1 108	1 304	930	1 390	1 542	**6 275**	**16 053**
Privée	12 013	8 889	6	6 926	**27 834**	4 944	5 500	4 717	13 127	13 397	**41 685**	**69 519**
13 – LAVAL	**10**	**4**	**0**	**25**	**39**	**13**	**14**	**14**	**66**	**83**	**190**	**229**
Publique fédérale	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Publique québécoise	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	0	**0**	**0**
Privée	10	4	0	25	**39**	13	14	14	66	83	**190**	**229**
14 – LANAUDIÈRE	**15 995**	**17 126**	**2 633**	**7 644**	**43 398**	**18 159**	**12 370**	**9 649**	**10 570**	**11 662**	**62 410**	**105 808**
Publique fédérale	6	12	3	3	**24**	22	6	30	1	1	**60**	**84**
Publique québécoise	12 843	15 577	2 618	5 011	**36 048**	16 298	11 087	8 103	6 578	4 730	**46 796**	**82 845**
Privée	3 146	1 537	12	2 630	**7 325**	1 839	1 276	1 516	3 992	6 931	**15 554**	**22 879**
15 – LAURENTIDES	**21 282**	**23 813**	**2 750**	**18 606**	**66 451**	**18 423**	**33 720**	**11 133**	**56 237**	**30 907**	**150 419**	**216 871**
Publique fédérale	267	111	0	289	**667**	165	146	136	692	575	**1 713**	**2 380**
Publique québécoise	14 895	20 628	2 643	13 107	**51 273**	15 166	28 418	6 255	36 814	16 331	**102 984**	**154 257**
Privée	6 120	3 074	107	5 210	**14 511**	3 092	5 156	4 743	18 731	14 001	**45 722**	**60 234**
16– MONTÉRÉGIE	**1 221**	**568**	**7**	**4 743**	**6 538**	**207**	**1 149**	**2 065**	**6 204**	**17 264**	**26 908**	**33 447**
Publique fédérale	4	1	0	39	**44**	3	14	44	36	290	**386**	**430**
Publique québécoise	4	1	0	10	**15**	0	3	2	14	33	**53**	**68**
Privée	1 213	565	7	4 694	**6 480**	205	1 132	2 019	6 154	16 960	**26 470**	**32 949**
TOTAL : FORÊT	**684 272**	**2 015 019**	**242 894**	**203 075**	**3 145 260**	**452 810**	**175 498**	**297 819**	**205 950**	**236 480**	**1 368 557**	**4 513 817**
Publique fédérale	3 689	10 307	493	1 250	**15 739**	2 561	1 883	1 462	2 435	4 025	**12 366**	**28 106**
Publique québécoise	599 301	1 940 854	237 504	146 692	**2 924 352**	410 740	139 824	232 792	121 036	108 502	**1 012 894**	**3 937 246**
Privée	81 282	63 858	4 897	55 133	**205 169**	39 509	33 791	63 565	82 479	123 952	**343 297**	**548 466**

Annexe 5

POSSIBILITÉ ANNUELLE DES FORÊTS PUBLIQUES QUÉBÉCOISES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES

RÉGION ADMINISTRATIVE	SÉPM*	Autres résineux	Peupliers	Feuillus durs
	000 m³**	000 m³	000 m³	000 m³
01 Bas-Saint-Laurent	1 208	102	106	336
02 Saguenay – Lac-Saint-Jean	6 802	4	1 566	976
03 Québec	900	5	384	314
04 Mauricie – Bois-Franc	2 640	54	441	689
05 Estrie	28	1	3	39
06 Montréal	0	0	0	0
07 Outaouais	861	716	420	1 904
08 Abitibi-Témiscamingue	3 293	509	2 683	1 348
09 Côte-Nord	3 912	3	200	386
10 Nord-du-Québec	4 829	0	431	192
11 Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	1 814	85	130	257
12 Chaudière-Appalaches	129	8	4	43
13 Laval	0	0	0	0
14 Lanaudière	536	62	131	335
15 Laurentides	704	148	1 111	912
16 Montérégie	0	0	0	0
Sous-total	**27 655**	**1 699**	**3 310**	**7 725**
TOTAL	**29 354**		**11 035**	

* Sapin, épinettes, pin gris, mélèze.
** Millier de mètres cubes.

Annexe 6

SUPERFICIE DES TERRITOIRES SOUS CAAFs

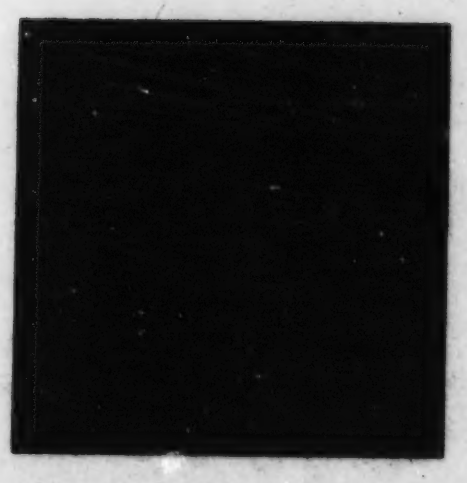
RÉGIONS ADMINISTRATIVES	TERRITOIRES SOUS CAAFs	
	Superficie totale (ha)	Superficies destinées à la production forestières (ha)
01 – Bas-Saint-Laurent	1 001 080	906 692
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	7 131 643	6 388 953
03 – Québec	1 035 965	923 381
04 – Mauricie – Bois-Francs	2 703 371	2 463 546
05 – Estrie	52 541	46 369
06 – Montréal	0	0
07 – Outaouais	2 323 660	2 194 552
08 – Abitibi - Témiscamingue	4 629 001	3 957 872
09 – Côte-Nord	5 719 085	4 157 972
10 – Nord-du-Québec	6 422 445	4 646 765
11 – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	1 389 518	1 139 044
12 – Chaudière – Appalaches	138 541	123 029
13 – Laval	0	0
14 – Lanaudière	716 499	669 839
15 – Laurentides	1 270 097	1 178 983
16 – Montérégie	0	0
TOTAL	**34 533 446**	**28 796 997**

Annexe 7

LES VOLUMES DE BOIS ATTRIBUÉS DANS LES CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT ET D'AMÉNAGEMENT FORESTIER PAR RÉGION ADMINISTRATIVE

RÉGION ADMINISTRATIVE	SÉPM*	Autres résineux	Peupliers	Feuillus durs
	000 m³**	000 m³	000 m³	000 m³
01 – Bas-Saint-Laurent	1 206	87	33	249
02 – Saguenay -Lac-St-Jean	6 503	0	413	76
03 – Québec	828	0	49	63
04 – Mauricie–Bois-Franc	2 586	8	358	163
05 – Estrie	27	0	3	37
06 – Montréal	0	0	0	0
07 – Outaouais	727	374	1	735
08 – Abitibi-Témiscamingue	3 130	296	543	479
09 – Côte-Nord	3 198	0	13	0
10 – Nord-du-Québec	4 699	0	206	13
11 – Gaspésie – Îles-de- la-Madeleine	1 786	27	9	43
12 – Chaudière-Appalaches	129	5	2	30
13 – Laval	0	0	0	0
14 – Lanaudière	491	18	108	101
15 – Laurentides	641	40	98	273
16 – Montérégie	0	0	0	0
Sous-total	**25 951**	**855**	**1 836**	**2 262**
TOTAL		**26 806**		**4 098**

* Sapin, épinettes, pin gris, mélèzes
** Millier de mètres cubes



ER 94-3012

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Énergie
et des Ressources